

ROYAUME-UNI

Les forces armées ferment les yeux sur des centaines de viols commis au Kenya

Index AI : EUR 45/018/2003

ÉFAI

Mercredi 2 juillet 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Six cent cinquante personnes se sont plaintes d'avoir été violées par des membres de l'armée britannique s'entraînant au Kenya, sur une période de plus de trente ans, a déclaré aujourd'hui Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International.

«Le fait qu'un si grand nombre de plaintes de viol, s'étalant sur tant d'années, n'ait jamais donné lieu à une enquête ni à des poursuites est le signe d'un profond dysfonctionnement au sein de l'armée britannique, qui peut sembler consentir à ces pratiques, encourageant ainsi ses membres à commettre de graves violations des droits humains.»

Amnesty International a reçu des informations, montrant que les autorités militaires britanniques au Kenya pourraient avoir été mises au courant de certaines allégations de viol dès 1977.

«Il est particulièrement inquiétant que les autorités tant britanniques que kenyanes n'aient rien fait pour enquêter sur ces allégations, a indiqué Irene Khan. Le fait qu'il n'y ait eu aucune répercussion pour les auteurs de ces crimes a inévitablement contribué à leur fréquente répétition.»

S'exprimant à l'occasion du lancement d'un nouveau rapport consacré à ce grave problème, Irene Khan a appelé le gouvernement britannique à mettre en place sans retard une commission d'enquête indépendante et impartiale. Cette commission devrait avoir pour mission d'examiner la conduite de l'armée du Royaume-Uni à la lumière des centaines d'accusations de viol formulées par des femmes kenyanes à l'encontre de militaires britanniques, sur une période de plus de trois décennies.

«Ces femmes et les enfants qui seraient nés des suites de ces agressions souffrent en silence depuis plus de trente ans – montrés du doigt, victimes de discriminations, ils ont été mis au ban de leur propre communauté. Les victimes de ces viols souffrent d'une double injustice : non seulement elles ont subi sévices sexuels, mais ces crimes n'ont jamais été reconnus et encore moins dénoncés dans la cadre d'une véritable enquête.»

«Ces personnes attendent depuis des décennies qu'on leur rende justice. Ce n'est qu'en obtenant justice qu'elles pourront enfin surmonter l'épreuve qui leur a été imposée.»

Ce nouveau rapport est en grande partie fondé sur des informations recueillies par une mission d'Amnesty International dans le centre du Kenya, en juin 2003. Les membres de cette mission ont pu s'entretenir avec des femmes qui affirment avoir été violées, des chefs de village et de communauté et des témoins.

Amnesty International a également appelé les autorités kenyanes à veiller à ce que toutes les allégations de viol formulées à l'encontre de soldats britanniques fassent l'objet d'enquêtes approfondies et indépendantes, en demandant aux services kenyans compétents soit de s'en charger eux-mêmes, soit de se mettre en liaison avec les enquêteurs britanniques et de leur apporter une totale coopération. Elle les a également priées de veiller à ce que toute personne sérieusement soupçonnée d'actes criminels soit

traduite en justice, dans le cadre d'un procès équitable.

L'organisation de défense des droits humains a également demandé aux autorités britanniques de veiller à ce que le respect de la dignité des victimes et des témoins soit garanti.

Témoignage

Oseina Thomas Koitat est née en 1964. Elle aurait été agressée alors qu'elle avait dix-neuf ou vingt ans, probablement en 1984. Il était midi et elle ramenait ses moutons chez elle. Elle a rencontré en chemin un groupe de sept soldats britanniques, qui l'ont saluée. L'un des soldats se serait soudain élancé vers elle en courant. Prenant peur, elle aurait cherché à fuir, mais elle aurait trébuché et serait tombée à genoux. Le soldat l'aurait rattrapée et l'aurait plaquée au sol. La jeune femme aurait crié et se serait débattue, mais les autres soldats seraient arrivés et l'auraient eux aussi maintenue à terre. Oseina Koitat a confié à Amnesty International que ses agresseurs étaient au nombre de sept, qu'elle se souvenait avoir été violée par quatre d'entre eux et avoir ensuite perdu connaissance. Ses agresseurs étaient, semble-t-il, des Blancs. Ils portaient des treillis militaires et des rangiers et avaient un assemblage de branches sur la tête. Ils étaient armés et portaient de gros sacs à dos.

Lorsque Oseina Koitat est revenue à elle, elle baignait dans une mare de sang. Elle éprouvait à la fois un sentiment de colère et une grande confusion. Elle avait l'impression d'être comme de la boue, a-t-elle expliqué à Amnesty International. Elle s'est relevée et a longtemps marché. Elle se sentait étourdie. En approchant de chez elle, elle a aperçu la voiture du conseiller municipal, garée juste à côté. Ses voisins se trouvaient dedans. Ils lui ont demandé ce qui lui était arrivé et elle leur a expliqué qu'elle venait d'être violée. Ils l'ont ramenée chez elle, où l'attendait son mari, qui l'a conduite à l'hôpital de Nanyuki, où elle est restée une journée. Le lendemain, le chef du village est venu lui rendre visite chez elle. Son mari a signalé le viol à la police.

A l'époque du viol, Oseina Thomas Koitat avait déjà deux enfants. Elle en a eu six autres depuis, mais elle affirme que sa santé n'est plus aussi bonne depuis son agression. Après le viol, elle a beaucoup perdu de sang et a souffert de maux de dos et de ventre.

Après son agression, certaines personnes ont cessé de la fréquenter. Elle éprouve encore aujourd'hui un sentiment de honte, car tout le monde, y compris ses petits enfants, sait ce qui lui est arrivé. Lorsqu'elle va assister à une réunion consacrée à d'éventuelles poursuites qui pourraient être engagées contre les auteurs des viols, elle ne dit pas à sa famille où elle va, mais tout le monde le sait. Depuis son agression, elle se sent souvent très en colère. Lorsqu'elle aperçoit un véhicule militaire ou des soldats, son cœur se met à battre plus vite. Parfois, alors qu'elle vaque à ses tâches quotidiennes, le souvenir de son agression lui revient d'un seul coup. Alors elle s'arrête et la colère l'envahit.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>